

N. Chuisano (DLF) : « Nous sommes l'alternative de droite »

« Notre priorité, c'est la réduction des dépenses publiques. » Le parti souverainiste de Nicolas Dupont-Aignan, présent dans toutes les régions de France, espère démontrer sa différence

Un autre candidat venu des Alpes-de-Haute-Provence, de Manosque précisément. Noël Chuisano, 58 ans, conduit la liste Debout la France (DLF) en Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'occasion pour le parti de Nicolas Dupont-Aignan d'y faire entendre sa différence à droite, « ni système, ni extrêmes ». Et son leitmotiv : réduire les dépenses publiques.

Votre parti Debout la France se présente dans toute la France pour ces élections. Vous n'êtes pourtant pas d'ardents partisans de l'échelon régional...

Oui, c'est exact. Les Régions ne sont pas nos priorités. Et surtout pas ce nouveau système que l'on veut nous imposer, bâti autour de l'Europe des grandes Régions. Pour nous, il y a seulement trois échelons indispensables et incontournables dans l'organisation de notre pays. La commune, bien sûr, le Département et l'État.

Et pourtant vous êtes là !

Évidemment. Car ces élections dans les treize Régions auront bien sûr valeur de test national avant la présidentielle de 2017. Une échéance capitale pour notre parti qui y incarnera une véritable alternative, comme dans toutes les élections où nous nous présentons. Nous sommes désormais bien installés dans le paysage politique français. Et reconnu grâce à notre président Nicolas Dupont-Aignan qui bénéficie d'une bonne image auprès du public.

Quel genre d'alternative proposez-vous aux électeurs ?

Les deux-tiers des Français ne veulent pas d'un retour de Nicolas Sarkozy, la même proportion ne fait pas confiance au Front national. Nous, nous défendons des valeurs de droite attendues par les Français. Sans les incertitudes du FN, sans la répétition des erreurs commises depuis vingt ans par l'UMP et le PS qui, finalement, font la même

politique pour les mêmes résultats. Aujourd'hui, la Région Paca vit au-dessus de ses moyens. La dette a augmenté de 300 % en 18 ans et les impôts de 25 %. Ça ne peut pas continuer ainsi. Nous sommes prêts à agir sans nous salir. À l'image de Nicolas Dupont-Aignan dans sa commune d'Yerres où il a fait baisser la dette de 50 %.

« La Région vit au-dessus de ses moyens »

Concrètement, pour la Région Paca, comment cela se traduirait-il ?

Notre premier souci, c'est la réduction des dépenses publiques. Pour cela, nous cibons sur une baisse de 15 % des dépenses de fonctionnement. Sans hausse de la fiscalité. Ce que nous économiserons sur le fonctionnement nous permettra d'augmenter les investissements de la Région. Il faut tout mettre à plat, former les personnels et les élus à la chasse au gaspillage. Identifier les aides qui, au bout du compte, sont vraiment créatrices de richesses pour tout le territoire.

Quelles autres priorités ?

La sécurité ! Et notamment dans des deux domaines de compétence majeurs de la Région : les transports et les lycées. Il faut de la vidéosurveillance autour des établissements scolaires, dans les trains et les gares. Il faut investir encore plus dans le réseau des TER, rénover les lignes. Ce n'est pas normal que 17 % des trains accusent un retard dans notre région. Ce n'est pas normal que certaines communes de Paca soient aussi mal desservies. Je sais de quoi je parle : je suis un usager du rail. Le premier train du matin dans les Alpes-de-Haute-Provence est toujours bondé. Un tiers des passagers voyage debout !



(DR)

Justement, la carte ZOU mise en place par la majorité Vauzelle vous la garderiez ?

Oui. C'est un bon dispositif, notamment pour les jeunes salariés.

Quel autre dossier vous tient à cœur ?

L'aménagement du territoire. Nous serons particulièrement vigilants sur l'équilibre entre les métropoles et les autres territoires. Afin que les premières ne soient pas les seules à récupérer des fonds. Dans notre région, il y a encore des secteurs où l'accès à Internet est difficile, des zones blanches où les portables ne passent pas.

Quelques idées pour le développement économique ?

Il faut un soutien et un suivi continu pour les agriculteurs,

les commerçants, les artisans. Ne serait-ce que pour toute la paperasserie administrative, toujours plus envahissante. De même, la Région doit s'investir au plus près des jeunes qui souhaitent se lancer dans des projets. Généraliser le système des pépinières où seraient mutualisés les différents besoins des jeunes entrepreneurs. Les libérer de certaines tâches afin qu'ils s'investissent à fond dans leur travail. Il y a tellement de jeunes avec de précieuses compétences et qui ne parviennent pas à faire aboutir leurs projets. Il faut aussi chercher de nouvelles niches créatrices d'emplois partout. Par exemple, dans toutes les filières du recyclage. Et ne pas hésiter à rechercher des investisseurs privés.

Auriez-vous voté la subvention de 3 millions débloquée pour l'accueil des migrants ?

Non, c'est même une décision scandaleuse. Ce n'est pas le rôle de la Région mais celui de l'État. Nous n'avons pas d'argent pour aider nos jeunes, nos retraités et ceux qui vivent dans la précarité et on trouve 3 millions pour l'accueil des migrants...

« Plus de sécurité dans les trains, les gares et les lycées »

Si vous n'êtes pas présents au second tour, prendrez-vous position pour le second ?

Notre objectif est d'être présent au second tour afin que les électeurs aient jusqu'au bout la possibilité de voter pour notre parti, différent des autres Mais si ce n'est pas le cas, nous ne ferons pas la démarche de soutenir quelqu'un d'autre.

PROPOS RECUEILLIS PAR MIREILLE MARTIN
mmartin@varmartin.com

Bio express

Âgé de 58 ans, Noël Chuisano est un fidèle de Nicolas Dupont-Aignan avec lequel il milite depuis l'époque du RPF de Charles Pasqua et Philippe de Villiers. Responsable de la section de DLF des Alpes-de-haute-provence, Noël Chuisano a été candidat à plusieurs élections dans son département d'origine. Ingénieur des travaux publics de l'État, il n'a aucun mandat électif.

Grand Sud

Procès des bikers à Nice: de 20 et 25 ans de réclusion pour les trois principaux accusés

La cour d'assises des Alpes-Maritimes a condamné hier à des peines allant de 20 à 25 années de réclusion criminelle les assassins de Mayeul Gaden, chef d'un groupe de jeunes fans de

motos aux pratiques paramilitaires, tué de 32 coups de couteau (nos éditions précédentes). Des peines de 25 ans et 23 ans respectivement ont été prononcées à l'encontre de Nicolas Pastorino et Marvin Zmorek, 18 ans à l'époque des faits, tandis que la troisième accusée

principale, Alexia, alors mineure, a été condamnée à 20 années de réclusion. Tous les trois étaient également poursuivis pour la tentative d'assassinat de la petite amie de Mayeul Gaden, Emmanuelle alias Manuela, qui avait échappé à la mort après avoir été assommée, jetée dans un

trou puis ensevelie sous des rochers, une nuit d'octobre 2011. La cour n'a pas prononcé de peine de sûreté, contrairement aux réquisitions. L'avocat général Julie Rouillard avait requis 25 ans pour la jeune femme et 30 ans pour les deux autres accusés principaux,

assortis d'une peine de sûreté des deux-tiers, pour avoir tué l'autoritaire chef de leur groupe de bikers, dans un déchaînement de violence tenant à « la haine, au ressentiment et à la vengeance ». « Le prononcé de ce délibéré est d'une dignité exemplaire. À partir de là, pour ce qui

nous concerne, il n'y aura pas d'appel (...) il faut que l'on passe à autre chose. Il faut maintenant que chacun sèche ses larmes », a réagi M^e Joseph Cohen-Sabban, l'avocat de Nicolas Pastorino. Le conseil de Marin Zmorek a également indiqué que son client ne ferait pas appel.